



La lettre d'AFRISTAT

Bulletin trimestriel d'information

Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne

ISSN 1561-3739
NUMERO 30
OCTOBRE 2004

EDITORIAL

SOMMAIRE

EDITORIAL	1
Mise en œuvre du SCN93 : bilan de six années d'activité dans le domaine	2
Nouvelles d'AFRISTAT	5
Activités de la Direction générale	6
Activités internationales	8
Echos des Instituts nationaux de statistique	8
Réunions, ateliers et séminaires	9
Nouvelle présentation du site d'AFRISTAT	10

ADRESSE

BP E 1600
Bamako, Mali
Tél. (223) 221 55 00
221 60 73
221 60 71
Fax (223) 221 11 40
E-mail
[afriat@afriat.org](mailto:afristat@afriat.org)
Site Internet
www.afristat.org

En octobre 2004, les 9^{ème} réunion du Conseil scientifique et 10^{ème} réunion du Comité de direction d'AFRISTAT se tiendront respectivement à Bamako (Mali), du 4 au 6, et à Nouakchott (Mauritanie), du 18 au 20. La Direction générale, au cours du trimestre qui vient de s'écouler, s'est activement consacrée à la préparation de ces deux événements. La prochaine édition de *La Lettre d'AFRISTAT* reviendra plus en détails sur ces deux réunions.

En septembre 2004, AFRISTAT a participé à deux importantes réunions, organisées aux mêmes dates, du 20 au 24 : l'une à Libourne (France) sur les nouveaux outils à intégrer au système ERETES, et l'autre à Tunis (Tunisie), sur le Programme de comparaison internationale en Afrique (PCI-Afrique). Les conclusions tirées au cours de ces deux rencontres marqueront l'activité statistique des Etats membres dans les prochains mois.

A Libourne, il a été annoncé le prochain abandon par EUROSTAT du soutien au développement et à la maintenance informatiques du système ERETES d'aide à l'élaboration des comptes nationaux. A l'instar de la plupart des Etats d'Amérique latine, les Etats membres d'AFRISTAT ont fait de cet outil un véritable compagnon irremplaçable dans leur vaste programme de rénovation des comptes nationaux. Ils sont véritablement inquiets par la situation créée par cette annonce. Il est espéré qu'une solution, qui permette aux Etats de sortir de cet embarras, sera rapidement trouvée.

La réunion de Tunis a été consacrée aux ultimes préparations pour le lancement effectif des activités du PCI-Afrique sur le terrain. AFRISTAT a été désigné pour coordonner la mise en œuvre de ce programme dans une vingtaine de pays africains au sud du Sahara. Au-delà de cette marque de confiance faite à AFRISTAT par la Banque africaine de développement (BAD), la mise en œuvre de ce programme est un important atout qui va contribuer au renforcement de la solidarité statistique des Etats membres d'AFRISTAT et leur offrira une opportunité de plus de travailler ensemble, notamment dans les domaines aussi importants que la comptabilité nationale et les statistiques des prix.

Au cours du trimestre écoulé, la Direction générale a activement poursuivi les activités relatives à la reconstitution du Fonds AFRISTAT pour la période 2006-2015.

Malgré les départs en vacances de la plupart du personnel de la Direction générale au cours du troisième trimestre, les activités se sont poursuivies, notamment avec la mise en œuvre du Programme d'appui au suivi des Documents de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) et des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et du Projet d'amélioration des statistiques du marché du travail et du renforcement de la gestion des informations sur le marché du travail.

Enfin, la Direction générale vous invite à consulter la nouvelle présentation du site Web d'AFRISTAT à l'adresse www.afristat.org. Vos observations et propositions en vue de son amélioration seront les bienvenues.

Martin BALEPA

Le Directeur Général d'AFRISTAT

Mise en œuvre du SCN93 : bilan de six années d'activité dans le domaine

Par N'Guessan DOFFOU, Expert en comptabilité nationale, AFRISTAT

L'information économique constitue un enjeu majeur aussi bien pour les décideurs politiques, les chefs d'entreprises que pour les partenaires économiques. La comptabilité nationale a une position de choix dans le système d'information statistique par le fait qu'elle prend en compte l'ensemble des informations économiques existantes pour les synthétiser dans un cadre cohérent. Elle donne une vue globale de l'économie à travers la mesure des agrégats macro-économiques (PIB, épargne, investissement, consommation finale etc.). La plupart de ces agrégats sont utilisés pour apprécier les performances des Etats dans le cadre de la surveillance multilatérale des politiques économiques ou du suivi-évaluation des stratégies de réduction de la pauvreté. Il est donc important, pour les Etats membres d'AFRISTAT, de considérer la comptabilité nationale comme un domaine prioritaire de la politique de développement de la statistique. Aujourd'hui, avec l'adoption du nouveau système de comptabilité nationale de 1993 (SCN93), un défi est lancé aux Etats : celui de la modernisation des comptes nationaux. Ce besoin de mise à jour tient à deux raisons essentielles : (i) prendre en compte les modifications et améliorations apportées dans les définitions et concepts du SCN93 ; (ii) rendre les résultats de comptabilité nationale plus comparables dans le temps et dans l'espace. Disposer de données de comptabilité nationale à jour n'est pas un luxe mais une nécessité pour un meilleur pilotage des économies. Cette préoccupation est largement exprimée dans le Programme statistique minimum commun des Etats

membres d'AFRISTAT (PROSMIC).

AFRISTAT a démarré depuis bientôt six ans, avec l'appui des partenaires techniques et

formatique ERETES (Equilibre ressources emploi, Tableau entrée-sortie).

Les recommandations du SCN93 et la prise en compte

Les étapes de la mise en œuvre du SCN93 sont les suivantes

La phase 1 : concerne les indicateurs de base du PIB. Il s'agit des données relatives au PIB selon ses emplois à prix courants et à prix constants. Cela suppose que deux années de compte au moins soient disponibles.

La phase 2 : concerne le revenu national brut et autres indicateurs primaires. Il s'agit du compte extérieur des revenus primaires et des transferts courants ainsi que du compte de capital et du compte financier pour le reste du monde.

La phase 3 : est constituée des premières étapes d'élaboration des comptes des secteurs institutionnels. Il s'agit des comptes de production et d'exploitation de tous les secteurs institutionnels ; ensuite, du compte d'affectation du revenu primaire, du compte de distribution secondaire du revenu, du compte d'utilisation du revenu, du compte de capital ainsi que du compte financier des administrations publiques.

La phase 4 : concerne les étapes intermédiaires des comptes des secteurs institutionnels. Il s'agit du compte d'affectation du revenu primaire, du compte de distribution secondaire du revenu, du compte d'utilisation du revenu ainsi que du compte de capital pour tous les secteurs institutionnels autres que les administrations publiques.

La phase 5 : concerne les derniers comptes d'opérations des secteurs institutionnels. Il s'agit des comptes financiers pour tous les secteurs institutionnels autres que les administrations publiques.

La phase 6 : concerne les autres comptes de flux et de patrimoine. Il s'agit des autres changements d'actifs pour tous les secteurs institutionnels et les comptes de patrimoine.

Source : SNA News N°4 - Juillet 1996

financiers, un programme de rénovation des comptes nationaux dont l'objectif à terme est d'accompagner les Etats membres dans la production régulière de comptes nationaux fiables, fondés sur les principes et la méthodologie préconisée par le SCN93. Dans un article publié en mai 1999 (édition n°9 de *La Lettre d'AFRISTAT*), la stratégie suivie avait été présentée. Le présent article vise à établir un premier bilan des résultats déjà obtenus.

Il importe de rappeler que la rénovation des comptes nationaux, telle que proposée par AFRISTAT, est effectuée grâce à l'utilisation du système in-

formatique des éléments tels que la consommation de capital fixe dans la production des administrations publiques, les loyers imputés dans la production des ménages et la meilleure évaluation de la production du secteur informel, ont contribué à améliorer sensiblement le niveau du PIB.

Situation d'ensemble à la fin du premier semestre 2004

Depuis 2002, la plupart Etats membres d'AFRISTAT se trouvent engagés dans un programme de rénovation des comptes nationaux avec le passage au SCN93 à l'aide du système ERETES.

L'utilisation de ce système permet de réaliser en bloc l'essentiel des tableaux du cadre central du SCN93. Ainsi, un pays qui a réalisé ne serait-ce qu'une année de base, dispose d'un tableau des ressources et emplois et d'un tableau des comptes économiques intégrés jusqu'au compte de capital pour tous les secteurs institutionnels. La disponibilité des indicateurs en volume dans la phase 1 (Cf. encadré) suppose la réalisation d'une deuxième année de comptes. C'est en partie pour cette raison que l'implantation du système ERETES vise la réalisation de deux années de compte : une année de base et une année courante¹.

La plupart des Etats ayant opté pour la rénovation de leurs comptes nationaux sont aujourd'hui en phase 4 (Cf. encadré) dans la mise en œuvre du SCN93. Plus en détails, la situation dans les Etats membres d'AFRISTAT est la suivante :

Bénin

Le Bénin a démarré les activités de rénovation de ses comptes nationaux en avril 2001 dans le cadre du Programme d'Appui régional à la Statistique (PARSTAT). Il a achevé l'année de base 1999 en 2003. La première année courante 2000 est en cours de finalisation.

Burkina Faso

Le Burkina Faso a démarré les activités de rénovation de ses comptes nationaux en avril 2001 dans le cadre du projet PARSTAT. Il a achevé l'année de base 1999 en novembre 2003. La première année courante 2000 a commencé en janvier 2004 avec l'appui d'AFRISTAT. Elle s'achèvera à la fin de la même année.

Cameroun

Le Cameroun a réalisé une série de comptes qui vont de l'année 1989/1990 jusqu'à l'année 1999/2000 avec le système ERETES. Les comptes nationaux camerounais

sont en mesure de poursuivre sans difficulté majeure, l'élaboration des comptes nationaux de leur pays. Les travaux en cours concernent l'année 2000/2001.

Cap-Vert

En 2003, les travaux préparatoires à l'implantation du système ERETES ont été effectués, notamment les travaux d'adaptation des nomenclatures. L'élaboration de l'année de base 2002 est en cours.

Centrafrique

La Centrafrique a déjà réalisé une année de base des comptes 1988. L'année de compte en cours est 1998.

Côte d'Ivoire

En Côte d'Ivoire, l'année de base des comptes est l'année 1996. Les comptes des années 1996, 1997, 1998, 1999 et 2000 ont été élaborés. Les comptes de l'année 2001 sont en cours de finalisation.

Gabon

Le Gabon a démarré la rénovation de ses comptes en décembre 2002. Les travaux portent sur les comptes de l'année de base 2001.

Mali

Le Mali a démarré la rénovation de ses comptes nationaux en janvier 1999. Il a achevé deux années de comptes. Une année de base 1997 et l'année courante 1998. Les comptes de l'année 1999 sont en cours de réalisation. Ils seront disponibles en fin décembre 2004.

Mauritanie

La Mauritanie a démarré la rénovation de ses comptes nationaux en décembre 1999. Elle a bouclé en 2001 l'année de base des comptes 1998. La première année courante 1999 vient d'être achevée en juin 2004. Les travaux sur la deuxième année courante des comptes 2000, démarrés en juillet 2004 sont en cours.

Niger

Le Niger a démarré la rénovation de ses comptes nationaux en novembre 2001 dans le cadre du projet PARSTAT. L'année de base des comptes 2000 a été achevée en janvier

2004. La première année courante (2001) qui a démarré en mars 2004 est en cours.

Sénégal

Le Sénégal a démarré la rénovation de ses comptes nationaux en avril 2001. Les travaux pour l'année de base 1999 sont toujours en cours.

Togo

Le Togo a démarré la rénovation de ses comptes nationaux en septembre 2002 avec l'appui du PARSTAT et du PNUD. L'année de base des comptes 2000 est en phase de finalisation.

¹ L'année de base et l'année courante mettent en œuvre des techniques différentes. C'est pour cette raison supplémentaire que l'acquisition de savoir-faire suppose la réalisation de ces deux années de comptes.

Des difficultés constatées

Les principales difficultés rencontrées peuvent se décliner selon quatre niveaux :

a) Faiblesse des effectifs et de la motivation des comptables des Etats membres.

L'élaboration des comptes nationaux exige une équipe permanente, compétente et motivée. L'expérience en matière d'élaboration des comptes nationaux s'acquiert par une pratique continue au sein d'une équipe motivée et stable. Or la volatilité des équipes de comptables nationaux conjuguée à une faible mobilisation des cadres nationaux ne contribuent pas à la capitalisation d'un savoir-faire certain, ces derniers étant sollicités pour d'autres tâches.

La mobilisation durable des équipes de comptables nationaux dans les INS et leur affectation essentiellement aux travaux de comptabilité nationale sont des conditions essentielles pour améliorer la situation.

b) Faiblesse des données statistiques de base

L'élaboration des comptes nationaux repose sur la disponibilité de données statistiques rendant fidèlement compte de l'ensemble de l'activité économique du pays. Bien entendu, il existe toujours des domaines qui échappent à la connaissance du statisticien. En revanche, tout ce qui peut être quantifié devrait être utilisé. Cependant, faute de moyens financiers et humains, voire de méthodologies, une partie importante des sources de données n'est pas exploitée. C'est le cas notamment des déclarations statistiques et fiscales (DSF) ainsi que des supports de statistiques agricoles. Cette situation entraîne nécessairement une mauvaise estimation des agrégats qui sont produits.

c) Insuffisance des moyens mobilisés pour la comptabilité nationale

Une autre exigence de la rénovation des comptes nationaux entreprise dans les Etats membres est la disponibilité

des moyens d'accompagnement tant matériels que financiers. Les équipes de travail placées dans de mauvaises conditions de travail ne tardent pas à douter d'elles-mêmes et à se décourager. Souvent, les incitations au travail promises ne sont pas mobilisées ou quand elles le sont, elles parviennent après coup et ne produisent pas les effets escomptés.

Il est impératif que les Etats qui s'engagent dans un programme de rénovation des comptes nationaux, tâche de longue haleine, mobilisent les ressources nécessaires et assurent une programmation qui tienne compte de leurs moyens.

d) Rénovation des comptes nationaux et estimation en hausse des principaux agrégats

La rénovation des comptes nationaux à travers la mise en oeuvre des recommandations du SCN93 et l'amélioration du traitement des statistiques de base (méthodologie commune de traitement de la campagne agricole, meilleure évaluation de l'économie informelle, comptabilisation de la consommation de capital fixe des administrations publiques, des loyers imputés), ont entraîné une hausse de 10% en moyenne du PIB des Etats.

Cette nouvelle situation modifie de manière perceptible le niveau des indicateurs de performance économique des pays concernés. Ainsi, certains ratios utilisés vont se trouver améliorés (déficit public/PIB, masse salariale/PIB) et d'autres au contraire, dégradés (taux d'investissement, pression fiscale, etc.)².

La question que l'on peut se poser est : faut-il diffuser les nouveaux PIB sachant que ceux-ci modifient certains ratios utilisés dans le cadre des programmes de développe-

ment établis entre les Etats et leurs partenaires ?

Pour notre part, nous pensons que la responsabilité est du ressort du pays qui doit pouvoir à un moment donné, négocier l'utilisation des nouvelles séries de PIB avec ses partenaires techniques et financiers.

Pour un pays, ayant démarré la rénovation de ses comptes nationaux et achevé au moins deux années de comptes, il se doit de les rendre officiels au moment où il entre en phase de discussion d'un nouveau programme avec les partenaires au développement. Cela a pour avantage de faire accepter plus facilement les nouveaux résultats et d'établir les indicateurs cibles sur la base des PIB nouveaux.

Quelles perspectives ?

Au vu du bilan établi, on constate que les comptes définitifs des pays les plus avancés portent sur l'année 2001. Ces comptes définitifs sont donc produits avec beaucoup de retard, disponibles souvent après plus de trois ans par rapport à l'année de référence. Le rattrapage des comptes définitifs s'avèrera un processus très difficile. Il faudra donc envisager le moyen de rattraper le retard cumulé sur les années passées en élaborant des comptes des années les plus récentes. Les comptes provisoires sont justement un alternatif pour pallier le retard de publication des comptes définitifs. Sans remplacer ces derniers, ces comptes visent à apporter une vue plus récente de la situation afin de permettre des prises de décisions plus conformes aux réalités économiques du moment.

Dans le cadre de l'appui à la rénovation des comptes nationaux, AFRISTAT a également entamé la réflexion sur l'harmonisation des méthodes d'élaboration des comptes provisoires dans ses Etats membres.

² Les partenaires au développement devraient adapter leurs critères en faveur des Etats qui prennent en compte les recommandations du SCN93 et du SGDD.

M. Birimpo Lompo a pris ses fonctions de Directeur Général Adjoint d'AFRISTAT depuis le 2 juillet 2004. Ingénieur statisticien économiste de nationalité burkinabè, M. Lompo était chargé d'études et de statistiques économiques à la Commission de l'UEMOA.



M. Nacim Benabdelmoumene, récemment diplômé de l'École nationale de la statistique et de l'administration économique (ENSAE- Paris), a rejoint AFRISTAT le 13 juillet 2004 en tant que volontaire international français.



Visites

♦ M. Jan Bove, du Département des statistiques du FMI à Washington, a effectué le 7 juillet 2004 une visite à la Direction générale d'AFRISTAT dans le cadre du contrat de service entre le FMI et AFRISTAT sur l'assistance à la

mise en œuvre des plans d'amélioration des métadonnées du SGDD, pour les Etats membres de l'UEMOA, la Guinée et la Mauritanie.

♦ Une mission du secrétariat de PARIS21, composée de MM. Gilles Rambaud-Chanoz,

Samuel Blazyk et Mathieu Mazza, a rendu une visite de courtoisie à la Direction générale d'AFRISTAT le 23 septembre 2004.

Stages

♦ Du 19 juillet au 27 août 2004, la Direction générale d'AFRISTAT a accueilli MM. Keita Samba et Ba Tidiane Noukoun, étudiants à l'Institut en hautes études en management (IHEM) de Bamako. MM. Keita et Ba ont travaillé sur le thème : gestion et analyse des données économiques et statistiques d'AFRISTAT.

♦ Du 29 juillet au 24 septembre 2004, la Direction générale a reçu MM. Oumar Gueye et Biaou Abraham, tous deux en stage de fin d'études en DESS de politiques économiques au Centre d'études et de recherches

pour le développement international (CERDI) de Clermont Ferrand (France).

M. Gueye a travaillé sur le thème « *Analyse de la cohérence des prévisions à court terme au regard de l'évolution des indicateurs conjoncturels dans les pays d'Afrique de l'Ouest* membres d'AFRISTAT : Cas du Mali » et M. Biaou sur « *Les Comptes nationaux provisoires : proposition d'une méthodologie d'élaboration* ».

♦ Enfin, depuis le 28 juillet et jusqu'au 15 octobre 2004, la Direction générale accueille, MM. Nghogue Voufo Léonel Erith et Fofana Brahi-

ma Kalilou dans le cadre des stages de fin de formation du cycle des Ingénieurs statisticiens économistes (ISE) de l'École nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA) d'Abidjan. M. Nghogue travaille sur le thème « *les comptes nationaux et le Programme de comparaison internationale (PCI-Afrique)* » et M. Fofana, sur « *la prévision des dépenses de fonctionnement (électricité, eau et téléphone) de la Direction générale d'AFRISTAT* ».

Activités de la Direction générale

Reconstitution des ressources propres d'AFRISTAT et préparation de la 10^{ème} réunion du Comité de Direction d'AFRISTAT

Dans le cadre de la campagne pour la mobilisation des ressources propres d'AFRISTAT, au titre de la période 2006-2015, une délégation de la Direction générale d'AFRISTAT s'est successivement rendue à Ouagadougou (Burkina Faso), Lomé (Togo), Libreville (Gabon), Malabo (Guinée Equatoriale) et Yaoundé (Cameroun) entre le 18 juillet et le 14 août 2004.

L'objectif principal de la mission était, en application des directives de la dernière session du Conseil des Ministres, de sensibiliser les Etats visités sur cette importante question.

A Ouagadougou, la délégation a eu des entretiens avec le Président de la Commission de l'Union économique et monétaire sur le partenariat AFRISTAT/Commission de l'UEMOA.

A Lomé, la délégation a eu également des entretiens avec des responsables de la Banque ouest-africaine pour le développement (BOAD).

Enfin, dans le cadre de la préparation de la 10^{ème} réunion du Comité de Direction prévue du 18 au 20 octobre 2004, le Directeur Général Adjoint d'AFRISTAT s'est rendu à Nouakchott (Mauritanie) du 25 au 28 juillet 2004.

Mise en œuvre du partenariat entre l'ACBF et AFRISTAT

Les 26 et 27 juillet 2004, s'est tenue, à Bamako, la deuxième réunion du Comité régional de pilotage du projet pilote relatif à l'amélioration de la qualité des statistiques sur l'emploi et la gestion des systèmes d'information du marché du

travail dans cinq pays (Cameroun, Mali, Nigeria, Ouganda et Zambie). A cette occasion, le plan d'action présenté par la Direction générale et les plans de travail des unités nationales ont été approuvés par le comité de pilotage.

Au titre des activités, l'expert chargé du projet a effectué une mission successivement en Ouganda et en Zambie, respectivement du 10 au 23 août et du 24 août au 4 septembre 2004.

Mise en œuvre du SGDD

Au cours de ce trimestre, des appuis ont été apportés au Bénin, au Burkina Faso et à la Mauritanie.

Au **Bénin**, l'appui a porté sur la centralisation des données et l'analyse en phase centralisée pour les comptes nationaux de l'année courante 2000. Il faut rappeler que les comptes de l'année de base 1999 sont déjà élaborés et comprennent un tableau des ressources et emplois et un tableau des comptes économiques intégrés jusqu'au compte de capital.

Au cours de cette mission qui s'est déroulée du 23 juillet au 6 août 2004 auprès de l'Institut national de la statistique et de l'analyse économique (INSAE), l'analyse comparée des données de l'année 2000 et des données des comptes de l'année de base

1999 a été effectuée. Cette analyse a permis de réaliser quelques mises en cohérence complémentaires notamment en ce qui concerne les statistiques du commerce extérieur et les données sur les autres impôts sur les produits.

Au **Burkina Faso**, un expert en comptabilité nationale s'est rendu auprès de l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) du 17 au 31 juillet 2004. Cette mission a permis d'effectuer la centralisation de la base de données de la première année courante (2001), d'analyser et de corriger les équilibres ressources emplois (ERE) par produits et les comptes de branches (CB). Elle a aussi

permis de réaliser les travaux transversaux et de déterminer les demandes de consommations intermédiaires à prix constant de l'année 1999. La prochaine mission fera la pré-synthèse de l'année courante 2001.

Un expert en comptabilité nationale s'est rendu à Nouakchott (**Mauritanie**) auprès de l'Office national de la statistique du 26 juin au 8 juillet. Au cours de cette mission, la base relative à la première année courante (1999) sous ERETES version 2.0 a été transformée en base version 3.2 avant de faire le basculement pour la deuxième année courante.

Mise en œuvre du programme de suivi régional des DSRP et des OMD

♦ Activité de base de ce programme, la rédaction du rapport sur l'état des lieux des systèmes d'information pour le suivi de la pauvreté dans

les pays francophones d'Afrique Subsaharienne est actuellement en cours de finalisation.

♦ La cellule technique du CSLP au Mali a bénéficié d'un appui dans le cadre de l'Atelier national sur les indicateurs de suivi-évaluation du

Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté, tenu à Bamako du 6 au 8 juillet 2004. L'organisation de cet atelier découle des travaux de la Table ronde pour le Mali, tenue à Genève les 30 et 31 mars 2004 au cours de laquelle il a été convenu d'arrêter une liste d'indicateurs pertinents opérationnels et faciles à suivre pour le suivi-évaluation du CSLP. A l'issue des travaux de

cet atelier, une quarantaine d'indicateurs a été retenue sur la base de critères techniques de choix et de classification élaborés par une commission technique ad hoc. Les recommandations faites pour améliorer le mécanisme de suivi-évaluation, portent entre autres sur (i) la relecture du dispositif institutionnel du CSLP, (ii) le renforcement des capacités d'analyse et d'évaluation, (iii)

l'opérationnalisation des groupes thématiques du CSLP, (iv) la mise en place au sein de la coordination du CSLP d'une équipe de suivi-évaluation pilotée par l'ODHD, (v) l'identification d'indicateurs sur le paludisme et (vi) l'organisation d'un atelier pour l'élaboration d'un plan d'actions de mise en œuvre du CSLP.

Missions d'appui des experts d'AFRISTAT

Burkina Faso

◆ A la demande de l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) du Burkina Faso, une mission d'AFRISTAT s'est rendue à Ouagadougou du 3 au 10 juillet 2004 pour appuyer l'INSD dans la finalisation du site Internet avec le chargement de nouvelles données, la mise en ligne par FTP, l'organisation du centre de documentation et l'archivage des données.

Gabon

◆ Un expert en comptabilité nationale s'est rendu auprès de la Direction générale de la statistique et des études économiques du Gabon à Libreville du 16 au 26 juillet 2004. Cette mission a permis de procéder à la première centralisation de la base.

◆ Du 27 juillet au 7 août 2004, un statisticien informaticien s'est rendu à Libreville pour apporter un appui aux travaux de finalisation de l'apurement des données de l'enquête sur les dépenses des ménages de Libreville .

Sao Tomé et Principe

◆ A la demande du bureau du PNUD Sao Tomé et Principe, l'expert en enquêtes auprès des ménages a apporté, du 19 au 25 septembre 2004, un appui technique à l'Institut national de la statistique de ce pays dans le cadre de la préparation d'une enquête sur les budgets et la consommation en vue de l'évaluation de la pauvreté. Les travaux réalisés ont concerné l'élaboration des

documents techniques de l'enquête, l'examen de la base de sondage et du plan de tirage de l'échantillon. De même, le dispositif d'observation des prix des biens et services ainsi qu'un calendrier indicatif des opérations de collecte ont été proposés.

Tchad

◆ Du 30 juin au 14 juillet 2004, un statisticien informaticien a effectué une mission d'assistance technique auprès de l'Institut national de la statistique, des études économiques et démographiques du Tchad à N'Djamena. Cette mission a permis d'évaluer et d'améliorer la saisie des données de l'enquête sur la consommation et le secteur informel (ECOSIT 2).

Activités internationales

♦ M. Martin Balépa, Directeur Général d'AFRISTAT a participé le 8 juillet 2004 à Bamako (Mali), à la 4^{ème} réunion du comité d'orientation de l'AFRITAC de l'Ouest.

♦ M. Eloi Ouedraogo a participé à Harare (Zimbabwe) du 19 au 22 juillet 2004 à la consultation d'experts organisée par la FAO sur les statistiques horticoles. Cette consultation rentre dans le cadre des activités menées par la FAO pour la rédaction d'un recueil des méthodologies utilisées dans le domaine en vue de la promotion d'une certaine harmonisation des méthodes.

♦ M. Siriki Coulibaly a représenté la Direction générale d'AFRISTAT à l'atelier régional sur les statistiques de pauvreté dans les Etats membres de la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), du 26 au 30 juillet 2004 à Abuja (Nigeria). Co-organisé par le Secrétariat exécutif de la CEDEAO, l'Office Fédéral de Statistique du Nigeria et la Division des statistiques des Nations Unies (UNSD), cet atelier s'inscrit dans un programme plus vaste d'assistance technique pour le renforcement des capacités statistiques que l'UNSD apporte à la CEDEAO.

♦ M. Hubert Gbossa a représenté la Direction générale d'AFRISTAT à la deuxième réunion du comité de pilotage ECOSTAT qui s'est tenue du 1^{er} au 3 septembre 2004 à Cotonou (Bénin).

♦ MM. Eloi Ouedraogo et Siriki Coulibaly ont participé à l'atelier de validation institutionnelle des résultats des enquêtes sur l'emploi et le secteur informel qui s'est tenu à Ouagadougou (Burkina Faso) les 8, 9 et 10 septembre 2004. Au cours des travaux, les principaux résultats (nationaux et régionaux) des enquêtes 1-2-3 réalisées dans le cadre du PARSTAT ont été présentés et validés.

♦ MM. Hubert Gbossa et Freeman Amegashie ont représenté la Direction générale d'AFRISTAT au quatrième séminaire régional du Programme de comparaison internationale (PCI) pour l'Afrique qui s'est tenu à Tunis (Tunisie) du 20 au 24 septembre 2004. Le séminaire a été consacré aux travaux ultimes avant le démarrage imminent du Programme. Il s'agissait notamment (i) de la formation des formateurs sur le logiciel ICP Toolpack, (ii) des dispositions en matière d'organisation, (iii) du cadre d'enquête des prix au niveau national des Etats, (iv) des

dispositions contractuelles et financières.

♦ MM. Pierre Couaillac et Gabriel N'guessan Doffou ont participé du 20 au 24 septembre 2004 au séminaire ERETES qui s'est déroulé à Libourne (France). L'équipe technique du module ERETES a présenté aux participants les nouveaux outils à intégrer au module qu'ils souhaitent développer. Les participants se sont prononcés sur le choix des outils prioritaires, notamment ceux concernant la projection des consommations intermédiaires et la transformation d'une base définitive pour l'élaboration de comptes provisoires.

♦ M. Martin Balépa a effectué du 16 au 24 septembre 2004, un séjour à Paris, au cours duquel il a pris part aux réunions semestrielles de la Zone Franc qui ont eu lieu les 22 et 23 septembre 2004. Il a également eu des entretiens avec des responsables du ministère français des affaires étrangères (Coopération et Francophonie), l'Agence française de développement (AFD), de l'Institut national de statistique et des études économiques (INSEE), de DIAL (Développement, institutions et analyse à long terme) et du Secrétariat de PARIS21.

Echos des instituts nationaux de statistique

Bénin

Le nouvel organigramme de l'Institut national de la statistique et de l'analyse économique du Bénin est le suivant :

Directeur Général : Cosme Z. VODOUNOU
Directeur Général Adjoint : Pierre Credo EKUE
Directeur des statistiques et études économiques : Michel SOEDE
Directeur des statistiques sociales : Gibril MARTIN
Directeur des études démographiques : Hyppolite TOGONOU
Directeur de traitement de l'information et des publications : Fatahi CHITOU
Directeur de la coordination statistique, de la formation et de la recherche : Kouassi DEGBOE

Directrice administrative et financière : Agnès FLENON

Burkina Faso

♦ Le rapport d'analyse de l'Enquête démographique et de santé du Burkina (EDSBF-III) est finalisé.

♦ Le Centre de formation des cadres moyens de la statistique sera bientôt ouvert. Le concours de recrutement de la première promotion a eu lieu du 20 au 21 septembre 2004.

Cap-Vert

L'Institut national de la statistique du Cap-Vert a réalisé, de juillet à août 2004 le 11^{ème} Recen-

sement des entreprises. Cette opération avait pour objectifs : (i) actualiser le fichier des unités statistiques (entreprises et établissements) ; (ii) produire des indicateurs caractéristiques du tissu et de l'activité des entreprises au Cap-Vert.

Les résultats définitifs seront publiés en décembre de l'année en cours. Un rapport d'analyse basé sur les principaux résultats de l'opération, sera élaboré, ainsi qu'une publication statistique. Ils feront l'objet d'une large diffusion sur support papier comme sur CD-ROM.

Côte d'Ivoire

◆ Le Comité national de la statistique et de la normalisation comptable (CNSNC) a validé le deuxième Schéma directeur de la Statistique 2001-2005, le 21 septembre 2004. L'objectif principal de ce schéma est de permettre à l'appareil statistique national de satisfaire les principaux besoins des utilisateurs en mettant à leur disposition des statistiques de qualité.

◆ L'Institut national de la statistique (INS) réalise depuis septembre 2004, les travaux préparatoires de l'enquête sur les indicateurs du SIDA. Cette enquête, dont les travaux de cartographie ont commencé, est financée par les partenaires au développement. La durée de réalisation prévue est de 12 mois.

◆ L'INS a été sollicité par la Cellule de Lutte Contre la Pauvreté (CLCP) pour la réalisation d'une carte de pauvreté de la Côte d'Ivoire. Les travaux ont débuté en août 2004 et devront s'achever en décembre 2004.

◆ L'INS a achevé, en septembre 2004, l'élaboration du tableau de bord social (TBS) 2003. Ce TBS, financé par le PNUD, vise à mesurer l'évolution et l'impact des politiques socio-économiques notamment celles orientées vers la réduction de la pauvreté.

◆ L'INS vient de confectionner 20 atlas et les CD Rom associés, contenant les résultats du Recensement général de la population et de

l'habitat de 1998 (RGPH 98) en Côte d'Ivoire. Ils comprennent un atlas national sur les principaux indicateurs sociodémographiques et 19 atlas régionaux. Ces atlas ont été ensuite animés et produits en CD-Rom. Les travaux ont été pilotés par le Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP), avec le concours financier de la coopération française.

Guinée

Au cours du troisième trimestre 2004, la Direction nationale de la statistique a procédé à la diffusion d'un CD-Rom contenant toutes les publications et informations sur la pauvreté en République de Guinée de 1986 à nos jours.

Mauritanie

◆ La phase de collecte des données de l'enquête permanente sur les conditions de vie des ménages (EPCV) est lancée depuis la fin du mois d'août 2004. L'objectif de l'enquête est d'actualiser le profil de pauvreté. Elle a un volet qui est pris en charge par la technologie QUIBB (Questionnaire unifié des indicateurs du bien être de base) et couvre un échantillon de 9500 ménages répartis sur l'ensemble du territoire national.

◆ Suite à l'adhésion formelle de la Mauritanie au Système général de diffusion des données (SGDD), les métadonnées élaborées à l'occasion d'un séminaire national animé par des experts du FMI, sont affichées sur le site du FMI depuis le 1^{er} septembre 2004.

Niger

Le décret d'application de la Loi n°2004-011 du 30 mars 2004 portant création, statut, attribution et fonctionnement de l'INS ainsi les attributions, la composition et le fonctionnement du Conseil National de la Statistique a été pris lors du Conseil des Ministres du 15 septembre 2004.

Réunions, ateliers et séminaires

Luxembourg, 2-4 novembre 2004

9^{ème} réunion du Conseil scientifique d'AFRISTAT

Bamako, 4-6 octobre 2004

Séminaire conjoncture et prévision à court terme pour les Etats membres de la CEMAC

Libreville, 12-15 octobre 2004

10^{ème} réunion du Comité de Direction d'AFRISTAT

Nouakchott, 18-20 octobre 2004

Atelier sur le renforcement des capacités statistiques pour le développement en AFRIQUE CEPS/INSTEAD

Atelier de traitement des données de la phase 3 de l'enquête 1-2-3 dans les principales agglomérations des Etats membres de l'UEMOA

Bamako, 8-19 novembre 2004

Conférence conjointe AISO/AISE 2004

Amman, 29 novembre – 1er Décembre 2004

Séminaire conjoncture et prévision à court terme pour les Etats d'Afrique de l'Ouest, membres d'AFRISTAT

Bamako, 13-17 décembre 2004

Journée africaine de la statistique

Le thème de la Journée africaine de la statistique, le 18 novembre prochain, a été fixé par la Division de la politique économique et sociale de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Afrique :

“Managing for development results: the role of Statistical Information”.

La Direction générale d'AFRISTAT souhaite bonne fête à tous les statisticiens africains et encourage les responsables des INS à sensibiliser les autorités sur l'importance de la statistique comme outil de développement.

La lettre d'AFRISTAT peut être obtenue gratuitement sur demande, et est disponible sur <http://www.afristat.org>

Directeur de publication : Martin BALEPA
Rédacteur en chef : Birimpo LOMPO
Comité de rédaction : Freeman AMEGASHIE, Fatima BOUKENEM,
Siriki COULIBALY, Patrick HERNANDEZ

Maquette et impression : IMPRIM COLOR Bamako